



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/51/L.45
6 décembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 21 a) de l'ordre du jour

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES
SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE :
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE
D'URGENCE FOURNIE PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Suède : projet de résolution

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence
fournie par l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 46/182 du 19 décembre 1991, 47/168 du
22 décembre 1992, 48/57 du 14 décembre 1993, 49/139 du 20 décembre 1994 et 50/57
du 12 décembre 1995, et les résolutions 1995/56 et 1996/33 du Conseil économique
et social, en date du 28 juillet 1995 et du 25 juillet 1996, respectivement,

Réaffirmant également les principes directeurs énoncés dans la section I de
l'annexe à sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991,

Prenant note du rapport du Secrétaire général¹, notamment de l'importance
que celui-ci accorde à l'efficacité, à l'obligation de rendre des comptes et à
la transparence en matière d'aide humanitaire dans un contexte opérationnel de
plus en plus complexe et à la nécessité de redoubler d'efforts afin d'appuyer et
de faciliter la transition de l'étape des secours aux étapes du relèvement, de
la reconstruction et du développement à long terme, et notant qu'au
paragraphe 555 de son rapport sur l'activité de l'Organisation² le Secrétaire
général annonce la création, au sein du Département des affaires humanitaires du
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, du réseau Reliefweb pour la

¹ A/51/172-E/1996/77.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session,
Supplément No 1 (A/51/1).

diffusion rapide d'informations fiables sur les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence,

Prenant acte des décisions que les organismes, programmes et fonds opérationnels des Nations Unies ont adoptées touchant leur participation à une action coordonnée dans les situations d'urgence qui requièrent une aide humanitaire,

Constatant qu'il est nécessaire de coordonner l'aide humanitaire et de mobiliser des ressources financières suffisantes pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de réagir promptement, en temps voulu et efficacement, devant les catastrophes naturelles et les autres situations d'urgence et d'assurer à la fois des secours immédiats et la transition progressive de l'étape des secours aux étapes du relèvement, de la reconstruction et du développement à long terme, qui n'interviennent pas nécessairement d'une manière séquentielle et sont souvent simultanées,

Consciente que la prévention, la planification préalable et la planification d'urgence sont d'une importance cruciale si l'on veut agir efficacement et en temps opportun en cas de catastrophes naturelles et autres situations d'urgence,

Notant avec satisfaction que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1995/56, a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa session de fond de 1997, en étroite collaboration avec les institutions compétentes du système des Nations Unies, un rapport approfondi, présentant des solutions possibles, des propositions et des recommandations pour un examen des problèmes ayant trait au rôle et aux responsabilités opérationnelles du système des Nations Unies en matière d'aide humanitaire et au renforcement de tous les aspects de sa capacité dans ce domaine,

Constatant avec une vive préoccupation que les populations civiles, leurs moyens de subsistance et la protection à laquelle elles ont droit sont de plus en plus menacées par les conflits violents et/ou les violations des droits de l'homme,

Soulignant avec force qu'il importe au plus haut point de faire prévaloir et respecter et de promouvoir le droit, les principes et les normes internationaux humanitaires, ainsi que la sécurité du personnel humanitaire, et que les États dont les populations doivent se voir apporter une assistance humanitaire facilitent la tâche des organisations à vocation humanitaire en prenant part aux activités d'assistance humanitaire, notamment à la distribution de vivres et de médicaments, à la fourniture d'abris et à la prestation de soins de santé, toutes actions pour lesquelles l'accès aux victimes est essentiel, et réaffirmant que l'assistance humanitaire doit être apportée en conformité avec les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité,

Constatant avec préoccupation que les catastrophes naturelles et les autres situations d'urgence entravent les efforts que les pays touchés déploient afin de parvenir à un développement durable, et se félicitant de l'action que le Département des affaires humanitaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies mène, dans le contexte de la Décennie internationale de la

prévention des catastrophes naturelles, en vue de promouvoir la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et la planification préalable,

Saluant les activités des Volontaires des Nations Unies et des "Casques blancs" déployés dans le cadre de l'application des résolutions 49/139 B et 50/19 de l'Assemblée générale, en date du 29 décembre 1994 et du 28 novembre 1995, respectivement, ainsi que les autres activités visant à améliorer, conformément aux résolutions 46/182 et 50/19, la capacité d'intervenir rapidement et de façon coordonnée en cas de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence,

Réaffirmant la nécessité de faire en sorte que tous les participants aux opérations de secours d'urgence s'acquittent mieux de leurs obligations,

1. Encourage les gouvernements à assurer la cohérence dans les directives qu'ils donnent aux organes directeurs des organisations, fonds et programmes compétents des Nations Unies, et de promouvoir ainsi le développement et le renforcement de la coopération entre ces organismes et le Département des affaires humanitaires, en tirant le meilleur parti du mandat, des compétences, des possibilités et des moyens de chacun, afin d'améliorer la capacité qu'a le système dans son ensemble d'intervenir rapidement et de façon coordonnée en cas de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence;

2. Demande instamment à tous les organismes compétents des Nations Unies de prendre une part active au processus de suivi que le Conseil économique et social a institué par sa résolution 1995/56;

3. Demande au Secrétaire général de veiller à ce que le Comité permanent interorganisations élabore, à titre de contribution au rapport que le Secrétaire général présentera au Conseil économique et social lors de sa session de fond de 1997, des options et propositions visant à définir plus précisément les responsabilités opérationnelles de ses membres, eu égard à leurs mandats, à leurs compétences, à leurs possibilités et à leurs moyens respectifs, ainsi qu'à dégager des modalités de coopération propres à renforcer leurs capacités conjointes et à lui permettre d'oeuvrer plus efficacement à l'établissement de priorités et à l'élaboration de stratégies humanitaires cohérentes;

4. Prie le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il présentera au Conseil économique et social lors de sa session de fond de 1997 les recommandations du Comité permanent interorganisations sur les mesures visant à faire du Comité un mécanisme plus efficace et transparent, sous la direction du Coordonnateur des secours d'urgence, pour la prise des décisions interorganisations en matière de coordination;

5. Souligne qu'il importe que le Secrétaire général s'inspire des discussions et conclusions des divers organes directeurs mentionnés au paragraphe 1 concernant le suivi de la résolution 1995/56 du Conseil économique et social, des résultats des travaux du Comité permanent interorganisations et de l'évaluation du Coordonnateur des secours d'urgence lorsqu'il établira son rapport, afin qu'il soit traité de façon cohérente et rendu compte comme il convient de toutes les questions pertinentes;

6. Encourage tous les organismes compétents des Nations Unies à collaborer étroitement au niveau des pays dans le cadre de leurs activités de secours, afin d'oeuvrer dans une perspective générale plus cohérente, d'accroître la complémentarité opérationnelle et d'assurer à de meilleures conditions d'économie et d'efficacité l'action que le système mène face aux situations d'urgence;

7. Encourage le Secrétaire général à poursuivre la mise au point, en consultation avec le Coordonnateur des secours d'urgence et les membres du Comité permanent interorganisations, d'une procédure transparente et expéditive pour l'établissement de modalités de coordination efficaces sur le terrain, y compris la désignation de coordonnateurs de l'action humanitaire;

8. Encourage les membres du Comité permanent interorganisations à coopérer étroitement entre eux, ainsi qu'avec les organismes issus des accords de Bretton Woods et les banques de développement régionales, de façon que les secours, le relèvement, la reconstruction et le développement à long terme soient assurés de façon plus efficace, aussi rapidement que possible après la mise en train des activités d'assistance, en tenant compte de la nécessité de mieux définir la répartition des tâches entre les différents participants;

9. Encourage le Secrétaire général à renforcer encore la coopération et la coordination entre le Département des affaires humanitaires, auquel devrait revenir le soin de promouvoir l'action des organisations à vocation humanitaire, et les autres départements compétents du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, afin d'assurer une action efficace et cohérente du système des Nations Unies face aux catastrophes naturelles et autres situations d'urgence;

10. Demande aux États de répondre rapidement et généreusement aux appels globaux relatifs à l'aide humanitaire, en tenant compte de l'importance que revêt la souplesse avec laquelle les donateurs se montrent disposés à répondre aux besoins précis des populations touchées, en vue d'interventions rapides ainsi que d'activités de relèvement et de reconstruction à court terme;

11. Prie le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité permanent interorganisations, d'inclure dans le rapport qu'il présentera au Conseil économique et social lors de sa session de fonds de 1997, des propositions visant à définir plus clairement les besoins prioritaires et à élaborer une stratégie cohérente de l'action humanitaire dans le cadre des appels globaux, ainsi que de veiller à ce que les appels globaux soient formulés de manière à faciliter la transition de l'étape des secours aux étapes du relèvement, de la reconstruction et du développement à long terme;

12. Invite le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité permanent interorganisations, à faire des recommandations au Conseil économique et social, lors de sa session de fond de 1997, sur les moyens de renforcer l'efficacité du Fonds central autorenouvelable, en tenant compte de son caractère autorenouvelable, de façon à assurer la rapidité des interventions à mettre en oeuvre dans les premiers temps d'une situation d'urgence, et en tenant compte également de la nécessité de veiller à la transparence et à la complémentarité de l'action du Fonds et de celle des divers fonds de secours d'urgence des organismes opérationnels;

13. Demande au Secrétariat de continuer à développer le réseau Reliefweb en tant que système d'information humanitaire à l'échelon mondial pour la diffusion d'éléments d'information fiables et actuels sur les situations d'urgence et catastrophes naturelles, et encourage tous les gouvernements, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les autres organisations compétentes, organisations non gouvernementales comprises, à appuyer le réseau Reliefweb et à prendre une part active à ses échanges d'informations par l'intermédiaire du Département des affaires humanitaires.

14. Encourage le Secrétariat à renforcer davantage le système d'alerte rapide aux crises humanitaires et à le rendre pleinement opérationnel aussitôt que possible;

15. Engage le système des Nations Unies à pratiquer une gestion encore plus responsable de l'aide humanitaire, en particulier en renforçant le suivi et l'évaluation des activités menées dans ce domaine, afin que :

a) Les organismes des Nations Unies qui participent à des activités d'aide humanitaire élaborent des méthodologies communes pour la collecte des données et l'établissement de rapports, les analyses de situation, l'évaluation des besoins et le contrôle de l'utilisation des ressources, de manière à agir efficacement et en temps opportun;

b) Des arrangements plus précis soient mis en place pour l'évaluation des activités à l'échelle du système, les leçons tirées des opérations d'évaluation soient systématiquement appliquées au niveau opérationnel et des critères d'évaluation communs soient mis au point pour les opérations humanitaires et de secours en cas de catastrophe dès le stade de la planification;

16. Prie instamment tous les organismes opérationnels de collaborer pleinement avec le Département des affaires humanitaires, notamment pendant les premières phases des situations d'urgence, et de lui fournir un appui suffisant en ressources humaines et logistiques pour lui permettre d'accroître la coordination et les moyens d'intervention rapide du système tout entier;

17. Souligne qu'il est indispensable de doter le Département des affaires humanitaires d'une base financière solide et stable, et encourage le Secrétaire général à étudier toutes les possibilités de parvenir à un niveau de financement suffisant au moyen du budget ordinaire.
